



DEPUTE-E-S COMMUNISTES  
ALAIN BRUNEEL

# Communiqué

Paris, le 21 mars 2018

## **Les urgences sont menacées, la santé des patients aussi !**

La semaine dernière, dans un communiqué conjoint Gérard Darmanin et Agnès Buzyn se félicitaient de l'amélioration des comptes de la sécurité sociale en 2017 et du déficit « le plus faible depuis 15 ans ». A quel prix pour les personnels et les citoyens ?

A force de soigner les déficits plutôt que les malades, l'hôpital public est à l'agonie et la qualité des soins se dégrade de façon inquiétante. Le décès d'une patiente de 73 ans abandonnée sur un brancard aux urgences du CHU de Reims, plus de 2 heures après son arrivée, doit nous alerter.

Les urgences sont au bord du gouffre ! Selon le ministère de la Santé, 97 services d'urgence sur 650 sont « en tension ».

Partout en France, les patients sont soumis à des attentes interminables dans des couloirs encombrés de brancards. Face à cela, le professionnalisme des salariés ne peut masquer le manque de moyens.

Alors que les passages aux urgences sont en constante augmentation du fait de la hausse des maladies, du vieillissement de la population mais également des problématiques de démographie médicale, les moyens pour accueillir les patients sont réduits d'année en année.

En 10 ans, 7 milliards d'économies ont été fait par le Ministère. L'équivalent de la fermeture de 100 000 lits.

Ces choix austéritaires ont des conséquences dont les députés communistes constatent la gravité lors de chacune de leurs visites d'établissements depuis le début de leur tour de France des hôpitaux et des EHPAD, le 12 février dernier.

Il y a urgence ! Nous demandons au Gouvernement de décréter un moratoire sur les restructurations et les fermetures de services en cours. Nous ne pouvons continuer à démanteler le service public de la santé qui doit demeurer notre bien commun.

**Contact presse : 01 40 63 60 84 ou 06 74 11 62 77**